

« CHICHE ! », MADAME MERKEL

Jacques Delors | *président-fondateur de Notre Europe – Institut Jacques Delors*

Jacques Delors s'est exprimé récemment lors d'un dîner avec les membres du Comité européen d'orientation (CEO) de *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, auquel étaient invités des personnalités extérieures et des journalistes. Son discours a essentiellement porté sur trois points : la fragilité de la zone euro, la détérioration du climat interne à l'UE et les réformes institutionnelles à envisager. Il a aussi abordé les relations entre l'UE et le Royaume-Uni et l'attitude à adopter face à la proposition d'union politique de la chancelière allemande Angela Merkel.

Chers amis, depuis 2005, vous savez ce que c'est qu'un plan B. Cette formule a eu depuis beaucoup de succès, et si vous ne l'avez jamais vu auparavant, vous l'avez devant vous ce soir !¹

Je voudrais vous parler essentiellement de trois thèmes. Premièrement, la crise financière a révélé la fragilité de la zone euro, et les dégâts provoqués par la fuite en avant budgétaire et spéculative de certains pays, à l'abri de l'euro. Deuxièmement, le débat budgétaire souligne la détérioration du climat interne à l'UE avec des clivages dangereux, surtout pour les possibilités d'adhésion des citoyens à l'Europe. Enfin, les structures institutionnelles se révèlent inadéquates. C'est une audace de dire cela alors que les États membres reculent objectivement, et pour des motifs différents, à se lancer dans des amendements au traité. Malheureusement, je crois que l'échéance est là. Voilà donc les trois défis face à la crise financière, face à la détérioration du climat interne à l'Europe et face à cette nécessité d'envisager quelques amendements institutionnels.

Avant de commencer, je souhaiterais profiter de ce discours pour rendre hommage à Étienne Davignon. L'Europe a changé, mais il reste l'homme de référence : c'est auprès de lui que j'ai appris à être Président de la Commission. Il est pour moi le modèle pour l'Europe. Il considère que les institutions à la base de la construction européenne étaient les meilleures. Il est discret mais ne s'est jamais trompé sur l'Europe, grâce peut-être aux fondamentaux qu'il avait appris de Monsieur Spaak. C'est lui qui m'a appris le peu que je sais sur l'Europe.

1. La crise financière, révélatrice de la fragilité de la zone euro

La crise financière est partie des États-Unis, mais elle a révélé profondément la fragilité de la zone euro. Pas simplement celle de la zone euro d'ailleurs car l'euphorie financière qui a couvert le monde entier à ce moment-là n'a pas épargné les pays européens, qui ont pratiqué la fuite en avant, que ce soit la Grèce, l'Irlande, l'Espagne ou d'autres. Or, les pays européens ont fait ça à l'abri de l'euro. Monsieur Valéry Giscard d'Estaing disait lors de notre débat du 14 novembre², dans son idéalisme européen, « Ce n'est pas l'euro qui est responsable ». J'aurais un point de vue différent et je dirais que les mécanismes de l'euro sont un peu responsables. Pourquoi ? Parce que l'euro protégeait, mais ne stimulait pas. Certes, de 1999 à 2007, la zone euro a créé beaucoup d'emplois et avait un taux de croissance satisfaisant. L'euro nous protégeait même des bêtises des gouvernements. Et c'est là qu'il y avait une distorsion avec le rapport du comité Delors de 1989 : le vice de construction avait été un peu corrigé en 1997 avec le pacte de stabilité, mais pas dans l'esprit du rapport de ce comité. En effet, la coordination des politiques économiques n'était pas au niveau de la réflexion sur l'aspect monétaire, qui avait été mûrement réfléchi : la Banque centrale européenne, qui est indépendante, a montré pendant la crise des capacités d'évolution, mais l'absence de coordination des politiques économiques a empêché toute cohérence de la zone euro. Et dans le fond, les réactions de l'UEM depuis 2005-2006 ont montré qu'il n'y avait pas de pilote dans l'avion. Ce qui explique pourquoi je parlerai d'institutions plus tard.

La Commission y a perdu du crédit, il faut bien le dire. Je le dis sans plaisir, comme le montrent les propositions de réformes dont on pourra discuter et qui, pour la plupart, mettent la Commission à l'écart, et donc la méthode communautaire. J'entends d'ailleurs certains plaider en faveur de la fusion des deux postes de président de la Commission et du Conseil européen, mais je pense que cela pose un problème constitutionnel : le président de la Commission ne pourrait plus être mis en minorité par le Parlement européen lors d'un vote de confiance. Je ne suis donc pas favorable à cette fusion.

Dans la crise, les gouvernements ont réagi trop tard et trop peu pour venir au secours de plusieurs pays. Je crois qu'il faut rendre hommage à la Banque centrale européenne (BCE) car sa tâche n'était pas facile : son président s'est rendu plusieurs fois à Berlin pour s'expliquer et il a trouvé une formule qui ne contredisait pas les principes et qui permettait à la BCE de jouer son rôle, sans être pour autant dans cette idée française que la BCE devait corriger toutes les bêtises qui étaient faites. J'ai beaucoup d'estime pour M. Draghi et pour son travail : tout de même, lors d'une certaine séquence, il a sauvé l'euro.

Les gouvernements ont décidé la mise en place d'un schéma de coordination avec le Semestre européen, le « Six-Pack », le « Two-Pack », et enfin le traité dit « budgétaire ». Cela sera-t-il suffisant ? Car le feu court toujours, et la spéculation ne désarme pas. Je ne veux pas dire du mal de l'institut Moody's mais il y a quand même une certaine arrière-pensée quand, après avoir dégradé une première fois la France, il dégrade certaines institutions françaises. Monsieur Giscard d'Estaing a dit récemment, lors de notre débat, qu'il y avait l'agenda de la spéculation des gérants de fonds de pension, qui ont des problèmes ; et de l'autre côté, celui des vrais spéculateurs, dont l'agenda est d'ailleurs l'Espagne, l'Italie et la France. Il faut comprendre que cela a préoccupé le président français de la République car la spéculation persiste. Donc je ne vous dis pas aujourd'hui que nous sommes sortis de la crise de l'euro, ce serait trop aventureux de ma part. Mais les architectes ne sont pas au rendez-vous. D'où une vigilance quotidienne et une consolidation de l'euro qui ne peut être que technique et institutionnelle.

2. Une détérioration du climat interne de l'UE

Le deuxième défi que doit relever l'UE est le climat de détérioration interne de l'Union. Il y a d'ailleurs une constante depuis 10 ans que je suis désolé de rappeler car tout le monde la connaît : la mondialisation effraie et amène les peuples à se replier sur eux-mêmes. Il y a véritablement en Europe une crise d'identité, et l'Europe n'arrive pas à donner le supplément d'espérance nécessaire, d'où la poussée des régionalistes, qui ne sont pas simplement Espagnols ou Belges, mais qui existent aussi ailleurs. Nos erreurs en matière de gestion politique provoquent donc une crise identitaire.

Nous avons fait l'Europe par l'économie, qui est moins facile à faire comprendre aux gens que le politique et l'institutionnel. On pourrait expliquer pourquoi on a toujours choisi la voie économique mais je ne reviendrai pas là-dessus. La crise économique constitue un terrain propice pour les populismes ; les partis européens sont obligés d'en tenir compte et de faire des concessions. Quand on écoute les chefs de gouvernements, on a l'impression d'un nationalisme rampant, qui marque nos dirigeants et les amène à raidir leurs positions comme on l'a vu encore lors de la discussion budgétaire.

Nous pouvons toujours arriver à un accord, dans l'esprit de Jean Monnet qui disait à ses collaborateurs : « D'une crise surgit quelque chose de meilleur », mais je ne suis pas sûr que cela soit toujours vrai aujourd'hui. Au niveau de l'Europe des 27, la querelle budgétaire est grave : retrancher pour payer moins, par analogie avec la rigueur appliquée au niveau national. On dit que puisqu'au niveau national, on fait des économies, il n'y a pas de raison pour qu'on soit prodigue au niveau européen. Cela voudrait donc dire que l'Union n'est pas susceptible d'apporter une plus-value en termes de cohésion. La cohésion n'est pas simplement une aide, c'est aussi une source de croissance, tout comme l'innovation, la recherche, les programmes d'infrastructures communs : l'ensemble de ces programmes, qui peuvent donner de l'espérance à l'Europe, représentent 10 % du budget, soit 1 pour 1000 du PIB européen ! Le budget européen était l'occasion d'apporter de l'espérance ! Je voudrais rappeler ici la formule de notre ancien président Tommaso Padoa-Schiappa, qui a dit mieux que tout le monde : « Aux États membres l'indispensable rigueur, à l'Union la relance ». Et si on ne comprend pas cela, je pense qu'il y a vraiment un

risque de détérioration de l'idée européenne. Ce fut le même problème pour les paquets Delors 1 et 2 : la situation était peut-être différente, mais il a fallu se battre, expliquer leur utilité car il s'agissait de la plus-value apportée par l'Union en termes de puissance économique, de cohérence et de solidarité. Cette querelle budgétaire s'ajoute à cette mauvaise confiance, à cette défiance même des États vis-à-vis de l'Europe.

Les journalistes peuvent se permettre de critiquer l'Union européenne, en étant conscients des différentes motivations dans l'opinion publique, mais les responsables politiques ne le peuvent pas car une remise en cause des institutions pourrait être très dommageable pour l'UE, dans une période où il faut à la fois garder l'espoir et proposer des solutions pragmatiques. Donc moi-même, je me suis abstenu de critiquer. J'ai été très sévère sur la crise de l'euro à l'été 2011, je disais qu'on était au bord du gouffre. François Baroin, alors ministre du Budget, m'avait répondu que l'Europe dont je parlais n'était plus celle d'aujourd'hui, ce qui voulait dire « vieux con », pour parler vulgairement. Mais cela ne m'a pas ému, car simplement il y a des principes fondamentaux. Nous qui avons toujours été de grands militants de la cause européenne, nous devons prendre conscience qu'un retour aux opinions publiques est nécessaire.

En outre, à l'intérieur de la zone euro, il existe un clivage entre le Nord et le Sud et il ne faut pas sous-estimer son influence sur les opinions publiques ; il ne s'agit pas uniquement des articles vengeurs des journaux allemands ou grecs. Lorsque j'étudie cela d'un peu plus près, avec les éléments dont je dispose, je m'aperçois que les gouvernements sont en partie fautifs et ne font aucun examen de conscience : ce sont les peuples qui trinquent et c'est toujours de la faute de la construction européenne ou bien de l'austérité comme idéologie. Ceci renforce l'idée, notamment en Espagne, que l'Europe est aussi responsable et elle perd donc la partie auprès des citoyens, il ne faut jamais oublier cela.

Comme le disait aussi Monsieur Giscard d'Estaing lorsqu'il s'est exprimé devant les jeunes à la Mutualité, il faut à un moment s'adresser aux peuples et leur demander : « l'euro, vous en voulez ou pas ? » Pascal Lamy a écrit un article³ très bien fait dans lequel il explique cela en disant que c'était Friedman qui faisait l'apologie des changes flexibles voulus par Nixon en 1971, mais Friedman disait en même temps que les agents économiques anticipent. Et je continue à penser que si la Grèce quitte la zone euro, elle payera encore plus cher qu'aujourd'hui. Mais évidemment, cela coûte aussi cher aux autres, qui ne sont pas, pour des

raisons différentes – politiques ou financières – dans une situation facile. Le moment est donc venu de dire aux peuples ce que peut faire l'euro. Mais pour cela, il faut proposer une construction simple qui permette d'équilibrer l'économique, le monétaire et le social en tenant compte de la diversité de nos systèmes sociaux. Quand, par exemple, la Commission rédige un document sur les retraites dans lequel elle ne fait pas de distinction entre les pays qui ont une démographie positive et ceux qui ont une démographie négative, c'est ridicule et cela ne veut rien dire.

Et puis il y a lénigme britannique. Je crois que nos gouvernements sont devant un vrai problème : que faire vis-à-vis des Britanniques ? Au sommet européen des 22-23 novembre, on a eu plutôt l'impression que certains essayaient, tactiquement, de se rapprocher de la Grande-Bretagne, parce que cela permettrait éventuellement de payer moins. Mais où vont les Britanniques ? Est-ce qu'il ne faut pas clairement leur poser la question, ainsi qu'aux autres membres de l'UE 17 d'ailleurs, s'ils veulent ou non l'euro, avec ses avantages et ses contraintes. Il faut mettre les peuples au pied du mur et à un moment retourner vers les opinions publiques. David Cameron a d'ailleurs eu des propos définitifs sur l'Europe : il faut donc lui dire « Écoutez, allez jusqu'au bout : voulez-vous ou vous ne voulez pas ? ».

La question de l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Europe est une question difficile. J'étais au cabinet du premier ministre quand Georges Pompidou a décidé d'accepter la Grande-Bretagne. J'étais un peu hésitant mais Monsieur Pompidou a bien expliqué, avec son pragmatisme légendaire qu'il était évident que l'Europe sans la Grande-Bretagne, ce n'était pas tout à fait l'Europe. Compte tenu de ce que sont les Britanniques aujourd'hui, il faut leur poser franchement la question de confiance : sont-ils toujours dans la famille ou pas ? C'est à vous de décider, mais vouloir continuer à les inclure dans les négociations, c'est se perdre nous-mêmes. Ils seront très embarrassés pour répondre à cette question, pas seulement les conservateurs, mais aussi les travaillistes. Quand c'était Madame Thatcher, on arrivait toujours à un accord ; elle était agressive mais elle a quand même accepté beaucoup de choses et faisait confiance au président de la Commission. Nous avons d'ailleurs eu de nombreux tête-à-tête et elle m'appelait souvent pour que je la rassure. J'ai l'impression que le style du Premier ministre actuel est différent. Certes, la Grande-Bretagne perturbe les accords avec les autres mais il ne faut surtout pas en faire le bouc émissaire de la situation. Et il faut aussi convaincre les Anglais d'accepter certaines choses.

J'espère qu'un jour le gouvernement britannique se mettra d'accord avec son opinion publique. On peut trouver pour la Grande-Bretagne une formule *ad hoc*.

3. L'UE se trouve face à des obstacles institutionnels

Deux Europe(s), ce n'est pas l'horreur ! On en revient au thème essentiel, pas simplement pour moi mais pour Hans-Dietrich Genscher et d'autres, de la différenciation. Différencier l'allure des pays européens, ce n'est pas aller contre l'Europe, c'est lui donner du dynamisme. C'est ce qui explique qu'on a fait Schengen et l'euro sans attendre l'unanimité de tous. La différenciation est aujourd'hui, comme toujours, une des clés du dynamisme européen. Je comprends que certains soient choqués par la différentiation pour les 17 ; les Dix hors zone euro craignent un renforcement de la zone euro, et ce malaise se ressent au sein du Parlement européen et partout ailleurs. Mais franchement, depuis 2008, parle-t-on de l'Europe en dehors de la crise de la zone euro ? Cette crise a occulté tout le reste. Si nous n'arrivons pas à résoudre cette crise, nous n'arriverons pas à positiver l'Europe.

Souvent, les pays qui ne font pas partie de la zone euro disent : « vous allez nous oublier ». Mais la « Grande Europe » a ses objectifs et ses finalités : la paix, la solidarité fondée sur l'interdépendance, le marché unique qui en constitue le ciment, certains aspects de la politique extérieure ou encore les règles du commerce extérieur et du développement, ou encore la Communauté européenne de l'énergie, un projet que nous avons lancé en mars 2010 et que Jerzy Buzek, dont le pays, la Pologne est un des modèles de l'Europe, a accepté et appuyé.

Il y a un avenir pour la « Grande Europe » en dehors de la zone euro. Contrairement à ce que disent certains technocrates, il est faux de dire qu'un jour, tous les pays seront membres de la zone euro, parce que l'euro n'est pas une petite satisfaction supplémentaire. L'euro, ce sont des devoirs, c'est un symbole, c'est l'identité, c'est la politique, c'est la citoyenneté. L'euro, c'est donc plus que l'économie. Cette fausse idée nous a fait vivre, si bien que pendant des années, le Conseil des ministres de la zone euro se réunissait la veille, presque en cachette, du Conseil des ministres des 27. Il faut accepter, une fois pour toutes, qu'une monnaie unique comporte des contraintes et des devoirs et que certains ne sont pas prêts à s'y soumettre en raison même du symbole que représente l'euro.

Les dix pays hors zone euro vont s'opposer avec acharnement au fait que l'Union européenne devienne, conformément au traité, une coopération renforcée. C'est cela le point essentiel. La crise de l'euro a occulté les difficultés de l'Europe, peut-être trop, mais il faut que l'euro devienne une coopération renforcée, conformément au traité. Pour la première fois, Madame Merkel a ouvert la porte, après des années où elle a dit « la différenciation ou la coopération renforcée ? Pas question ! ». Et c'est pour cela qu'il faut regarder ce qui se passe en Allemagne, et non simplement en faire un fantasme.

Il est évident qu'il y a une différence entre les attitudes de Nicolas Sarkozy et de François Hollande face à l'Allemagne. Celle de Nicolas Sarkozy était en même temps pour lui un moyen pédagogique pour faire comprendre aux Français ce qu'il fallait faire, même s'il a exagéré sur l'exemple allemand ; François Hollande, lui, par des alliances tactiques, essaie de mettre l'Allemagne dans une position moins facile. C'est politiquement important que le Conseil européen ait accepté son idée d'un pacte de croissance. Il s'agit donc de deux tactiques différentes. Je regarde l'évolution de la pensée de la Chancelière, et j'y trouve des analogies avec ce qui est arrivé, dans d'autres périodes plus favorables, à Messieurs Adenauer, Schmidt ou Kohl. Je pense donc que l'Allemagne est à la recherche d'une solution institutionnelle et politique pour l'Europe qui lui permettrait de surmonter ses réticences, qui sont compréhensibles. L'Allemagne a un complexe de supériorité, que je ne critiquerai pas : l'Allemagne paie, c'est le *Zahlmeister*. Madame Merkel est bien consciente que si le système explose, l'Allemagne en paiera aussi les conséquences négatives. Elle est au pouvoir et s'est aperçue qu'on allait tuer l'Europe. C'est la raison pour laquelle il me semble, en me basant sur mon expérience, mais je peux me tromper, qu'il y a une occasion de dire à Madame Merkel « Chiche ! », comme Schuman l'a fait avec Adenauer, même si cela a pris des mois. Pour moi, Schuman a fait un acte spirituel et moral à l'époque. Il me semble que la France doit être prête à comprendre ce que veut l'Allemagne, car les exigences sont là. Les peuples allemands et français sont différents et leurs intérêts aussi. Il faut un effort de compréhension entre les deux.

Quels sont les objectifs pour cette zone euro ou pour cette coopération renforcée ? Une monnaie stable au service du progrès économique et social ; une discipline budgétaire et financière ; une union bancaire, des éléments d'une politique économique commune ; une harmonisation de certains éléments de la vie

économique et sociale comme l'imposition sur les sociétés ou le salaire minimum mais dans le respect de la diversité et des systèmes sociaux - et c'est cela la difficulté - parce que même à l'intérieur de la zone euro, on ne peut pas envisager la convergence des systèmes sociaux dans les dix années à venir.

Quels sont les instruments de cette coopération renforcée ? Il y en a trois : un budget de la zone euro, un instrument de régulation économique et une agence européenne de la dette, conformément au rapport du groupe Tommaso Padoa-Schioppa⁴. Ces trois instruments sont au service des progrès de la cohésion économique et sociale de la zone. Il faudrait en outre une réglementation bancaire, avec ses instruments classiques, qui pourrait s'appliquer aux 27.

En ce qui concerne les institutions de cette coopération renforcée, vous allez entendre de plus en plus qu'il y en a assez de la méthode communautaire, qu'il faut un secrétariat général de la zone euro, basé de façon symbolique à Strasbourg, avec un groupe de techniciens. Hélas, je continue à penser que la méthode communautaire est la seule qui peut réussir et j'aimerais en convaincre les pays européens mais je n'ai pas les moyens de le faire. Je ne crois pas au système *ad hoc*, alors que la méthode communautaire a fait ses preuves et est réaliste. Le Parlement européen y joue parfaitement le jeu, même si le caractère positif des interventions du Parlement européen n'est jamais souligné dans la presse française. Quant à la démocratie et « l'*accountability* », je propose que pour la zone euro, il y ait une « assemblée commune » des députés européens des 17 et des Parlements nationaux, de façon à pouvoir participer au débat et adapter les résolutions communes au Conseil européen.

Conclusion

En conclusion, je ne ferai que quelques remarques. Premièrement, je rappellerai mon attachement à la méthode communautaire. Je suis prêt à le démontrer : elle a fait ses preuves dans le passé ; chaque fois qu'on s'en est éloigné, on est revenu à un système intergouvernemental avec des Conseils européens inorganisés : tout monde parle, aucun papier n'est prévu à l'avance.

Il faut veiller, avec le traité budgétaire, à ne pas mettre en place un système qui apparaîtrait comme essentiellement punitif car ce n'est pas avec les punitions qu'on fait l'Europe des citoyens. C'est pour cela que

je propose cette coopération renforcée : parce que le traité budgétaire est apparemment essentiellement punitif.

Je pense que pour l'Europe, les discours idéalistes ne passent plus. Jean-Pierre Chevènement avait dit que j'étais son adversaire *number one*. Il me contredisait quand je disais que l'Europe, c'était la garantie de paix car il estimait que nos pays n'avaient plus la force de se faire la guerre. Il va sans dire qu'il se trompe totalement : l'Europe a joué un rôle important dans l'affaire irlandaise et, dans les Balkans, nous sommes leur seul espoir de paix. L'Europe reste un idéal de paix.

Pour moi, l'idée essentielle qui demeure, c'est que je ne veux pas que mes petits-enfants vivent dans un continent en déclin. Depuis 1970, après la fascination de l'appel de Robert Schuman en 1950, nous sommes face au choix : la survie ou le déclin, mais nous n'avons pas encore choisi. Sans mémoire, il n'y a ni présent ni avenir. Le déclin de l'Europe, c'est d'oublier le passé. Les Pères de l'Europe avaient toujours le passé en tête. L'Europe a fait progresser les pays vers la paix, il ne faut jamais l'oublier. Peut-on rappeler ce qui nous a amené là ? Je pense que c'est possible lorsqu'on s'adresse à des étudiants par exemple, même si cela peut leur paraître agaçant. Sans l'Europe, il n'y aurait pas Erasmus par exemple. Mais les étudiants ne représentent pas l'ensemble de l'électorat.

D'ailleurs, la perspective des élections de 2014 doit constituer l'un des points clés de l'action militante : il faut essayer de conforter des partis européens, ce serait l'idéal. Lors des élections précédentes, nous avions suggéré avec Tommaso Padoa-Schioppa que les élections soient suivies d'un vote pour désigner le candidat à la présidence de la Commission. Ça ne s'était pas fait. Il y a de gros efforts à entreprendre auprès des partis et des acteurs économiques.

Enfin, puisque je parle en France, je souhaite aussi clarifier la querelle sur la souveraineté partagée. Je voudrais vous rappeler deux exemples : en 1994, Messieurs Schäuble et Lamers ont proposé de constituer un noyau dur ; Monsieur Balladur, le Premier ministre de l'époque, avait réagi par un article dans *Le Monde* pour dire qu'il n'en voulait pas. Monsieur Joschka Fischer a fait une nouvelle proposition en 2000 mais Messieurs Chirac et Jospin n'ont même pas répondu. Le problème est que la France ne se rend pas compte qu'il existe des transferts implicites de souveraineté, comme dans le traité budgétaire ; elle n'accepte pas des transferts explicites de souveraineté alors qu'ils

permettent de rééquilibrer l'économique, le monétaire et le social et de rendre le tout plus visible pour les citoyens. Voilà pourquoi il faut absolument expliquer que les transferts explicites de souveraineté, et donc un peu plus de souveraineté partagée, permettraient d'avoir une Europe qui marcherait mieux, pour le bien

de tous les pays. Je crois comprendre que Madame Merkel, compte tenu de la gravité de la situation - il faut le dire, la Grèce n'est pas sortie d'affaire - a fait un pas en avant avec sa proposition d'union politique. Je vous pose donc la question : qui dira « Chiche ! » à Madame Merkel ?

1. Ndlr : le plan A était Monsieur Schulz, président du Parlement européen, qui a dû annuler à la dernière minute.

2. « Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Delors débattent avec des jeunes - Concours Eustory France », 14 novembre 2012, Paris.

3. Pascal Lamy, « La gouvernance de l'euro s'organise », Challenges, 27 septembre 2012.

4. « Parachever l'euro - Feuille de route vers une union budgétaire en Europe », Groupe Tommaso Padoa-Schioppa, Préface de Jacques Delors et Helmut Schmidt, Études et Rapports n° 92, *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, septembre 2012.

Le Comité européen d'orientation (CEO) de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* réunit des personnalités européennes de haut niveau pour débattre de sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE. Il joue un rôle d'orientation pour les travaux de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* et émet des pistes pour l'avenir de la construction européenne. Présidé par Jacques Delors, le CEO se réunit une fois par an. À l'issue de ses travaux, qui font l'objet d'une [synthèse](#), il adopte une [déclaration](#), publiée dans de très nombreux quotidiens nationaux européens.

GRANDE-BRETAGNE/UE : LES DERNIERS SACREMENTS ?

Julian Priestley, Tribune, *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, décembre 2012

LA ZONE EURO, CREUSET DE L'UNION POLITIQUE

Jacques Delors, António Vitorino et les participants du Comité Européen d'Orientation, Tribune, *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2012

BUDGET DE LA ZONE EURO : 3 FONCTIONS, 3 INSTRUMENTS

Eulalia Rubio, Tribune, *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2012

COMPÉTITION, COOPÉRATION, SOLIDARITÉ : NOUVEAUX DÉFIS

Kristina Maslauskaitė, Synthèse, *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2012

LE « TRIPTYQUE » DE JACQUES DELORS : BILAN ET PERSPECTIVES

António Vitorino, Tribune, *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2012

POUR UNE NOUVELLE RELANCE DU MARCHÉ UNIQUE

Jacques Delors, Tribune - Le Mot, *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, octobre 2012

PARACHEVER L'EURO - FEUILLE DE ROUTE VERS UNE UNION BUDGÉTAIRE EN EUROPE

Groupe Tommaso Padoa-Schioppa, Préface de Jacques Delors et Helmut Schmidt, Études et Rapports n° 92, *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, septembre 2012

Sur le même thème...

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*